

Plein feux sur le rapport Secor

Laurence Brodeur

Number 176, January–February 1995

L'ONF : U.\$, qu'on s'en va?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/49742ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

La revue Séquences Inc.

ISSN

0037-2412 (print)

1923-5100 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Brodeur, L. (1995). Plein feux sur le rapport Secor. *Séquences*, (176), 18–18.

PLEINS FEUX SUR LE RAPPORT SECOR

par Laurence Brodeur

Le gouvernement canadien s'efforce depuis plusieurs années de contrôler ses dépenses en tentant par tous les moyens de couper là où c'est possible. À peu près tous les ministères y passent. Le mot d'ordre à Ottawa est: «On coupe!» Au début de 1993, le gouvernement conservateur commandait au groupe Secor une étude sur l'état du financement public de l'industrie de l'audiovisuel au Canada dans le but de rationaliser son investissement.

La tâche du groupe Secor était de dresser un bilan des fonds alloués à l'industrie de l'audiovisuel par le ministère du Patrimoine canadien. Leur mandat était le suivant:

- développer une analyse de la situation de l'industrie canadienne du film et de la vidéo
- évaluer l'intervention

du gouvernement via ses agences culturelles (Téléfilm et ONF)

- élaborer des options visant la rationalisation de ces moyens d'intervention

Dans son rapport publié en octobre dernier et intitulé *L'intervention canadienne en matière de film et de vidéo*, le groupe Secor a axé son évaluation selon trois critères: la pertinence (autrement dit, cela vaut-il la peine de soutenir l'industrie cinématographique?), l'efficacité et l'efficacé.

L'étude se préoccupe essentiellement du rendement du financement public d'un point de vue économique, à savoir si l'industrie canadienne est viable et/ou rentable. De plus, il semble que les rédacteurs du rapport n'aient aucune idée de la nature même de «l'industrie» québécoise, une industrie que l'on pourrait qualifier d'artisanale. Les films québécois — en grande partie produits à l'ONF ou avec son aide — ont traditionnellement été le fruit de considérations artistiques plus que commerciales. Qu'on le veuille ou non, l'ONF fait partie du paysage cinématographique québécois. Malgré tout ce qu'on peut lui reprocher, on imagine mal les conséquences qu'entraînerait sa fermeture ou même sa conversion. L'Office a non seulement contribué à l'essor de notre cinéma, mais elle aide, grâce notamment à ses services techniques, de nombreux projets à voir le jour.

Le gouvernement fédéral pense-t-il vraiment diminuer les moyens de l'ONF au point de l'empêcher de produire des films en offrant les services techniques à l'industrie privée? À la lumière du rapport Secor, il est permis de croire que oui. Le document conclut même que les services techniques, offerts surtout aux productions à petit budget, représentent une concurrence déloyale au secteur privé.

Le groupe Secor a donc envisagé une série de 5 options relatives à l'avenir de l'ONF, toujours dans le but d'économiser de l'argent:

- le statu quo: le financement et le fonctionnement restent les mêmes, bien que les coupures annoncées demeurent en vigueur. Le budget s'établirait à 60 millions, ce qui entraînerait, entre autres, une réduction des services techniques dont profite le cinéma indépen-

dant (où ces services représentent de 30% à 50% des budgets de production). Au dire de la commissaire sortante, Joan Pennefather, «au-delà de cette limite, nous ne serons plus en mesure de remplir notre mandat.»

- le «faire - faire» via l'ONF: l'ONF commanderait sa production au secteur privé. Cette option pourrait, à long terme, entraîner la fermeture de l'ONF puisque l'industrie privée a pris de l'expertise dans les domaines traditionnellement assurés par l'ONF (documentaire, animation, éducatif, etc.)

- le «faire - faire» via Radio-Canada: l'ONF fait faire sa production par la SRC. Mais la SRC peut-elle absorber les coûts entraînés par cette nouvelle demande de production? Radio-Canada n'est-il pas déjà aux prises avec des restrictions budgétaires?

- le transfert direct au secteur privé: subventionné par un fond de financement de Téléfilm, le secteur privé reçoit la commande de l'ONF. Selon cette option, le secteur privé ne serait-il pas forcé d'amortir ses coûts de production en dépit du fait que les films profiteraient d'une diffusion sur les chaînes spécialisées?

- le retrait du secteur d'activités: l'ONF ferme. Le rapport Secor n'offre cependant aucune analyse sur le cinéma des «minorités cinématographiques», c'est-à-dire le cinéma des femmes, des jeunes et des autochtones, dont la contribution demeure essentielle à notre cinématographie. On peut se demander ce qu'il adviendra, par exemple, des différents studios de l'ONF, comme celui des femmes...

L'ONF, de même que le cinéma québécois, est à la croisée des chemins. Dépendant du financement public, l'Office n'aura d'autres choix que de s'ajuster aux politiques des différents paliers gouvernementaux. Mais quels seront ces choix? D'un côté, n'encouragera-t-on que ceux qui souhaitent faire de l'argent? On sait qu'en Amérique du Nord, cela équivaut à copier le modèle américain. D'un autre côté, protégera-t-on, au contraire, notre industrie en sauvant le peu de salles qui nous restent comme le font les Français qui essaient de contenir l'hégémonie hollywoodienne?

Dans ce cas, devrait-on créer un circuit parallèle de diffusion soutenu par l'état et imposer des quotas de diffusion ou une taxe sur les billets qui serait réinvestie dans le cinéma national? Les institutions fédérales et provinciales devront choisir où elles vont investir leur argent. Reste à savoir à qui cela profite... C'est peut-être ça, l'état des choses.

RÉACTION



Yves Dion (cinéaste à l'ONF): «Partout, la culture prend la seconde place derrière l'économie, mais c'est en partie parce qu'on a laissé faire les choses. Le déclin de l'ONF est commencé depuis longtemps et on a fermé les yeux. Il aurait fallu se tenir debout devant le rouleau compresseur qui est en marche. Malgré toutes ces pressions politiques et la télévision, il se fait encore de bons films grâce à l'ONF. Les coupures risquent toutefois de nous handicaper tellement que ce n'est plus qu'une question de temps... Mais peut-être qu'à ce moment-là, avec toute une gang d'intellectuels dans la rue, ça va commencer à brasser. Tant qu'il y a une couverture, tout le monde se bat pour un morceau, mais quand on est tous nus dans la rue, on recommence à être solidaires. La fin de l'ONF ça ressemble à la décision de la garde côtière de fermer les phares. On sauve des millions, mais des avions se perdent parce que les machines qui remplacent les phares fonctionnent mal...»